



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

« Notre devoir : vous informer »

S O M M A I R E

<i>Le Kremlin met la Russie sur le Pied de Guerre face à l'Occident</i>	<i>Page 2</i>
<i>La Russie a l'intention de modifier unilatéralement ses frontières maritimes avec la Finlande et la Lituanie</i>	<i>Page 6</i>
<i>L'OTAN face à l'éventualité d'une crise à Taïwan</i>	<i>Page 7</i>
<i>Guerre en Ukraine : à quoi pourraient servir les avions de chasse Mirage 2000 que Paris va céder à Kiev?</i>	<i>Page 14</i>
<i>Nouvelle-Calédonie, propos du Général de Gaulle</i>	<i>Page 16</i>
<i>Nouvelle-Calédonie terrain de jeu des services secrets turcs et azerbaïdjanais</i>	<i>Page 17</i>
<i>Il faut sauver la filière calédonienne du nickel</i>	<i>Page 18</i>
<i>Rafah, une opération pour rien</i>	<i>Page 19</i>
<i>Le Danemark va mettre en place un nouveau modèle de service militaire</i>	<i>Page 22</i>
<i>L'armée de Terre a créé un bataillon de renseignement de réserve spécialisé</i>	<i>Page 24</i>
<i>L'apport des neurosciences pour les militaires</i>	<i>Page 25</i>



Le Kremlin met la Russie sur le Pied de Guerre face à l'Occident

Ces derniers jours, les déclarations se sont succédé en Russie, pour présenter la trajectoire que Vladimir Poutine entend donner au pays, face à l'Ukraine, et face à l'Europe. Que ce fut, ou non, provoqué par les annonces faites par le Président français, le président russe nouvellement réélu a dorénavant abattu ses cartes, quant à ses ambitions, et aux moyens dont il entend se doter, pour y parvenir.

Ainsi, avec la constitution de deux nouveaux corps armées combinées en zone ouest, face à l'Europe, l'augmentation des moyens industriels pour livrer encore davantage d'armement et de munitions aux forces, ou encore la requalification de l'Opération spéciale militaire en Ukraine, en guerre, ouvrant la voie à une nouvelle mobilisation, tout indique que la Russie est maintenant sur le pied de guerre, visant, au-delà de l'Ukraine, l'Europe elle-même.

Sommaire

La Russie s'apprête à s'engager davantage en Ukraine, et face à l'Europe.

Vers une transformation rapide et massive des Armées russes pour prendre de vitesse l'OTAN Un effort sans précédent pour l'industrie de défense russe depuis l'effondrement du bloc soviétique La transformation de l'économie russe pour soutenir une guerre de haute intensité de longue durée Des institutions russes renforcées et une opinion publique sous contrôle étroit La période 2027-2030 sera-t-elle celle de tous les dangers en Europe ?

Le porte-parole du Kremlin, Smitry Peskov, a requalifié dans une interview, l'Opération spéciale Militaire en Ukraine, en guerre.

C'est ainsi que s'est exprimé le porte-parole du Kremlin, Dimtry Peskov, interrogé par le site d'information russe Arguments et Faits. Rappelons qu'il y a peu encore, le simple fait de faire référence à l'opération spéciale militaire russe, avec le terme de « guerre », était répréhensible dans le droit russe, et puni d'une peine de prison pouvant atteindre 15 ans, pour les journalistes et personnes publiques. De fait, ce changement, dans les mots de Peskov, est tout sauf anecdotique. Non seulement désigne-t-il la Guerre en Ukraine, comme une guerre, ce qui ouvre la voie, par exemple, à la mobilisation de réservistes supplémentaires, mais il étend la notion d'ennemie à « l'Occident collectif », c'est-à-dire l'ensemble des pays du bloc occidental apportant une assistance militaire à Kyiv.

Sans entrainer directement l'ouverture des hostilités avec des pays européens, cette déclaration prépare l'opinion russe pour que le Kremlin et son président, nouvellement réélu, accélèrent la transformation du pays, au sein des institutions, tout en faisant porter la responsabilité de cette évolution, au soutien apporté par ces mêmes occidentaux à l'Ukraine. Vers une transformation rapide et massive des Armées russes pour prendre de vitesse l'OTAN La déclaration du porte-parole du Kremlin, intervient au lendemain de l'annonce, par Sergueï Choïgou, de la création d'une trentaine de nouvelles unités majeures, 14 divisions et 16 brigades, ainsi que de deux Corps d'armées pour les intégrer, positionnés dans le district militaire Zapad (ouest), ainsi que dans les deux nouveaux districts militaires, celui de Leningrad, et celui de Moscou.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Ces deux corps d'armées combinées pourraient permettre aux forces russes de créer un rapport de force insoutenable en Ukraine, mais aussi, de venir menacer directement certains pays occidentaux, comme les Pays Baltes ou la Finlande.

Si la création de ces unités avait été annoncée dès 2021, sa mise en œuvre, sur la seule année 2024, comme annoncé par le ministre de la Défense russe, va nécessiter une augmentation considérable des moyens des forces armées russes.

Ainsi, celles-ci vont devoir augmenter leurs effectifs de 200 000 à 250 000 hommes, ce qui suppose le recrutement, sur 2024, de plus de 350 000 hommes, soit presque 25 % des effectifs militaires russes aujourd'hui, en tenant compte de l'attrition des forces engagées en Ukraine à renouveler.

Ce d'autant que Dmitry Peskov a préparé le terrain à ce sujet, dans cette même intervention, appelant la population à prendre conscience que le territoire russe était dorénavant menacé, faisant référence aux frappes ukrainiennes sur Belgorod de cette semaine.

Bien évidemment, une telle augmentation ne peut être envisagée sans un recours à une nouvelle mobilisation massive de réservistes, d'autant que donner, à l'intervention en Ukraine, le statut de guerre, simplifiera leur déploiement, peut-être aussi celui des conscrits, dans cette zone de combat.

Un effort sans précédent pour l'industrie de défense russe depuis l'effondrement du bloc soviétique. À cet effort pour redimensionner les Armées, s'ajoute un effort tout aussi considérable, de la part de Moscou, pour accroître la production de son industrie de défense. Il s'agit, pour le Kremlin, de parvenir, simultanément, à remplacer les pertes subies en Ukraine, à accroître les moyens disponibles sur ce théâtre, et à équiper les 30 unités qui seront créées ou transformées sur l'année.

Une grande partie de cet effort a été produit en 2023, avec la transformation et l'extension de cette industrie de défense, ayant engendré le recrutement de près d'un demi-million de salariés supplémentaires depuis le début du conflit. Dans le même temps, une grande partie des dirigeants occidentaux refusait de voir objectivement cette transformation.

Ceci aurait permis de considérablement augmenter les capacités de production de cette industrie, vis-à-vis de son niveau de production avant la guerre. Ainsi, en visite à Nijni-Novgorod, le ministre de la Défense russe a déclaré que les entreprises de défense de cet Oblast, avaient multiplié leurs productions de 2,5 depuis 2021.

Précédemment, il avait été évoqué, par le ministère de la Défense russe, et par le porte-parole du Kremlin, que la production de blindés, de missiles, d'obus et de nombreux autres équipements militaires, par l'industrie russe, avait été multipliée par 3, parfois par 5, sur la même période.

Ainsi, le ministère de la Défense russe avait indiqué que 1 500 chars avaient été livrés par l'industrie russe en 2023. Ce nombre, jugé crédible par les services de renseignement européens, comprend une grande partie de chars anciens rapidement modernisés, issus de réserves qui tendent à s'épuiser à moyen terme.



Toutefois, il ne représente pas le niveau de production atteint par l'industrie de défense russe en fin d'année, donc disponible en 2024, après que les efforts de modernisation ont été produits, mais une progression sur l'ensemble de l'année.

En d'autres termes, si, sur les 1 500 chars annoncés livrés aux armées russes en 2023, seuls 400 ou 500 étaient effectivement des T-90M ou des T-72B3M neufs, la production en 2024 de ce type de blindés, pourrait atteindre 600 ou 700 unités neuves, ce qui demeure considérable, même si le nombre de blindés reconditionnés, venait à diminuer.

Dans le même temps, la production d'avions de combat et de sous-marins ne semblent pas pâtir de la concentration des moyens industriels vers la production d'armement destinés au combat de mêlée, à l'artillerie et aux frappes à longue portée.

La transformation de l'économie russe pour soutenir une guerre de haute intensité de longue durée Pour financer l'augmentation du format des Armées, d'une part, et la transformation et l'augmentation des capacités industrielles de défense, de l'autre, la Russie consacra à ses armées, en 2024, plus de 10 % de son PIB, et 40 % de son budget fédéral.

Deux thèses s'opposent, quant à la soutenabilité, dans la durée, de cet effort. Pour les plus optimistes, Moscou a dû profondément piocher dans ses réserves budgétaires depuis le début du conflit, pour soutenir cet effort.

Ainsi, Moscou a été contraint, en 2023, de couvrir un déficit de presque 4,5 trillions de Roubles de déficits, soit 45 Md\$, soit presque autant que les 55 Md\$ du Fonds de secours alimenté par les recettes énergétiques, disponibles avant-guerre.

Selon cette analyse, donc, la Russie pourrait être, dans un avenir proche, dans l'incapacité de soutenir son effort de défense, une fois ces réserves budgétaires asséchées, l'obligeant ainsi à réduire sensiblement ses investissements dans ce domaine, faute à risquer la banqueroute. Les plus pessimistes, eux, estiment que les transformations, engagées depuis plusieurs années, de l'économie, auraient permis au pays de rapidement rebondir après les sanctions occidentales, comme le montre la croissance de son PIB en 2023 de 2,3 %.

En outre, le budget fédéral prévisionnel, pour 2024, ne prévoit qu'un déficit limité de 1,5% du PIB du pays, bien loin du seuil des 3 % qui pose un problème à tant de pays européens aujourd'hui, d'autant que le pays est très peu endetté, et qu'il peut se tourner vers les marchés chinois, indiens ou brésiliens des BRICS, pour se refinancer, ainsi que sur l'épargne des russes, notamment des plus riches.

Ce faisant, la Russie présenterait des données macroéconomiques solides, alors même qu'il est déjà pleinement engagé dans un conflit majeur de très haute intensité depuis deux ans. Il pourrait donc soutenir cet effort, contre l'Ukraine, ou contre d'autres, pendant plusieurs années, sans mettre en péril ses équilibres sociaux.



S'il est difficile de trancher entre ces deux hypothèses, sans une étude longue et approfondie de la transformation économique russe, force est de constater que Moscou considère, et agit, comme si cet effort était parfaitement soutenable, tant les transformations économiques et industrielles sont importantes et vont en ce sens.

Des institutions russes renforcées et une opinion publique sous contrôle étroit Enfin, les récentes élections russes, ont démontré que le Kremlin, épaulé du FSB et des Armées, ont désormais un contrôle presque absolu du pays, et de sa population. Ainsi, en dépit d'évidentes fraudes massives lors de ces élections qui, en l'absence d'opposants, n'en étaient pas, aucun mouvement de contestation significatif n'a émergé dans le pays.

Résultats officiels des élections présidentielles russes De plus, les annonces qui se multiplient depuis ces élections, ci l'augmentation du format des Armées, là la désignation de Guerre concernant le conflit en Ukraine, et les conséquences que ces annonces engendrent, concernant une très probable nouvelle mobilisation, démontrent la confiance de Vladimir Poutine quant à sa main mise sur l'ensemble des rouages du pays et de ses institutions, plus fortes et centralisées que jamais, sans jamais craindre la contestation.

La période 2027-2030 sera-t-elle celle de tous les dangers en Europe ?

Les projections qu'entraînent les récentes déclarations de l'exécutif russe, ainsi que l'analyse des fondements militaires, industriels, économiques et sociaux, qui les sous-tendent, n'appellent guère à l'optimisme.

En effet, tout indique que les armées russes sont engagées dans une phase de transformation rapide, alors que le pays, lui, se structure pour soutenir économiquement, industriellement, budgétairement et humainement, cette transformation dans la durée.

Il est très probable qu'initialement, au moins jusqu'à l'automne 2024, les moyens seront concentrés vers l'Ukraine, avec pour objectif de créer un rapport de force positif suffisant pour provoquer l'effondrement du dispositif défensif du pays.

Les Européens ont quelques mois pour réagir, pour être au rendez-vous de 2026 Au-delà, et pendant l'année 2025, les armées russes se doteront de capacités supplémentaires de manœuvre, susceptibles de représenter, à partir de mi-2026, une capacité d'intervention contre les pays européens très significatives, de 200 000 à 300 000 hommes, soit autant que le dispositif initialement déployé pour l'offensive en Ukraine. Elle pourrait également représenter une force de relève en Ukraine, si la guerre venait à durer, en particulier si les Européens y déployaient des moyens militaires défensifs.

Enfin, si la guerre en Ukraine venait à prendre fin, avec une victoire russe, selon les ambitions russes, Moscou disposerait, après une à deux années de régénération, d'une capacité de manœuvre de plus de 600 000 hommes, en zone Zapad, représentant une menace considérable contre les européens. De fait, à partir du milieu de l'année 2026, plus probablement de 2027 et après, les Armées russes disposeront très certainement d'une puissance militaire considérable, conçue pour être en mesure de soutenir un engagement majeur dans la durée. Et ce sont les européens qui sont désignés, sans la moindre ambiguïté désormais, comme l'adversaire de la Russie.



Conclusion

Par ces annonces successives venues de Russie, depuis quelques jours, le Kremlin agit désormais de manière parfaitement claire et visible. Sans le moindre doute, Moscou se prépare, à marche forcée, à un conflit majeur en Europe, d'abord pour vaincre l'Ukraine, puis contre l'OTAN, par l'action militaire directe ou, plus probablement, par la menace, en exhibant un rapport de force trop déséquilibré.

Deux alternatives s'offrent donc aux européens, sachant que 2027 est aussi la date avancée par les analystes américains, concernant le début du pic de tensions avec la Chine dans le Pacifique, obligeant les armées américaines à concentrer leurs moyens sur ce théâtre.

La première serait de renforcer, très rapidement, les armées européennes et ukrainiennes, en libérant les ressources budgétaires nécessaires, et en mobilisant les moyens industriels, économiques et sociétaux, pour transformer rapidement les armées européennes, ce dans tous les domaines, y compris en matière de dissuasion.

Ce faisant, les Européens, ou tout au moins une partie d'entre eux, viseraient alors pleinement le pat stratégique, pour s'engager dans une nouvelle guerre froide, avec les risques et niveaux d'investissements de défense, que ce statut engendre.

La seconde consisterait à rester dans la trajectoire actuelle, en pariant sur l'impossibilité, pour le pouvoir politique russe, de soutenir, dans la durée, un tel effort, en attendant qu'un événement intérieur vienne provoquer l'effondrement du régime. Cette position requiert cependant de s'en remettre pleinement à la dissuasion, qu'elle soit française et britannique ou partagée dans le cadre de l'OTAN.

Quoi qu'il en soit, les dirigeants européens doivent savoir, désormais, qu'ils ne pourront plus plaider la surprise, si la situation venait à encore se détériorer dans les mois et années à venir, et que les européens se retrouvent sans moyens pour la contenir.

meta-defense.fr

La Russie a l'intention de modifier unilatéralement ses frontières maritimes avec la Finlande et la Lituanie

ven. 24 mai à 15:13

En janvier, un document d'état-major allemand ayant fuité dans la presse avait imaginé le scénario d'une possible « confrontation » entre l'Otan et la Russie en faisant l'hypothèse que l'Ukraine allait finir par se trouver en difficulté, faute d'un soutien suffisant de la part de ses partenaires occidentaux.

Ainsi, il était question d'une montée progressive des tensions, avec notamment des tentatives de déstabilisation des pays baltes selon le schéma d'une « guerre hybride ». Pour autant, le risque d'un conflit ouvert avait été exclu, le scénario de la Bundeswehr ayant envisagé une situation bloquée, avec 500'000 soldats occidentaux et russes se faisant face autour du corridor stratégique de Suwalki, entre la Pologne et la Lituanie.



Un tel exercice de prospective n'est pas un oracle... Si, effectivement, on pouvait s'attendre à des manœuvres de déstabilisation, celle que vient de réaliser Moscou n'avait pas été prévue. En effet, le Kremlin a récemment publié un décret visant à modifier unilatéralement les frontières maritimes que la Russie partage avec la Finlande et la Lituanie en mer Baltique.

Ainsi, en remettant en cause la méthode utilisée en 1985 pour déterminer les coordonnées géographiques à partir desquelles sont tracées les limites de ses eaux territoriales, la Russie a ainsi modifié, à son profit, sa frontière dans le golfe de Finlande ainsi que le domaine maritime de l'enclave [russe] de Kaliningrad, notamment au large des villes côtières de Baltiïsk et de Zelenogradsk.

Pour rappel, la Lituanie et la Finlande sont membres de l'Union européenne et de l'Otan.

Le ministère russe de la Défense a indiqué que la modification de ces frontières maritimes entrerait en vigueur en janvier 2025. Et de la justifier en soutenant que les coordonnées géographiques établies au XXe siècle « ne correspondaient pas pleinement à la situation géographique actuelle ».

Pour le moment, le gouvernement lituanien a convoqué « un représentant de la Fédération de Russie pour obtenir une explication complète » sur ce décret.

« Une nouvelle opération hybride russe est en cours, cette fois pour tenter de répandre la peur, l'incertitude et le doute à propos de leurs intentions en mer Baltique », a commenté Gabrielius Landsbergis, le chef de la diplomatie lituanienne, via X [anciennement Twitter]. « C'est une escalade évidente contre l'Otan et l'UE, qui doit faire l'objet d'une réponse ferme et appropriée », a-t-il insisté.

Le président lituanien, Gitanas Nausėda, a estimé que l'initiative russe « pourrait s'inscrire dans le cadre d'une action plus large contre l'Otan ». Et d'ajouter : « Il s'agit d'une violation flagrante du droit international, non seulement lorsqu'on dénonce le traité, mais aussi lorsqu'on parle ou diffuse des informations de cette nature ».

De son côté, la ministre finlandaise des Affaires étrangères, Elina Valtonen, a dit « suivre la situation », en attendant d'avoir des « informations officielles sur ce que Moscou envisage ». « La Russie est membre et partie de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Nous attendons uniquement de la Russie qu'elle respecte cette convention », a poursuivi Mme Valtonen, après avoir assuré, sur X, que « la Finlande ne se laissera pas désorienter ».

opex360.com

L'OTAN face à l'éventualité d'une crise à Taïwan

ven. 31 mai à 09:33

Cet article est une traduction de l'article « NATO and a Taiwan contingency », publié le 2 février 2024 par le NATO Defense College [NDC Outlook 02-2024].

L'OTAN s'intéresse de plus en plus à l'évolution de la situation dans la région Indo-Pacifique à une époque où l'on s'inquiète de la menace que la République populaire de Chine (RPC) fait peser sur la sécurité de Taïwan. Une crise concernant Taïwan aurait non seulement un impact dévastateur sur l'économie mondiale, mais pourrait également impliquer les États-Unis dans un conflit direct avec un



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

concurrent proche (et doté de l'arme nucléaire). Le Conseiller américain à la sécurité nationale des États-Unis, Jake Sullivan, a souligné le lien – et en fait l'interdépendance – entre la sécurité en Europe et la sécurité dans l'Indo-Pacifique :

« We are also growing the connective tissue between US alliances in the Indo-Pacific and in Europe...allies in the Indo-Pacific are staunch supporters of Ukraine, while allies in Europe are helping the United States support peace and stability across the Taiwan Strait. »

Cet article présente les différents scénarios dans lesquels l'éventualité d'une crise concernant Taïwan pourrait affecter l'Alliance, à la fois sur le plan juridique, en déclenchant l'application de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, et sur le plan politique, en demandant aux États-Unis de soutenir leurs alliés de l'OTAN dans une campagne mondiale contre Pékin. Dans quelle mesure l'OTAN peut-elle s'impliquer dans une situation de crise à Taïwan dans le cadre de ses engagements actuels et à quoi cette implication pourrait-elle ressembler ? La première partie examine la base juridique permettant à l'OTAN d'agir dans une situation d'urgence à Taïwan. La deuxième partie examine les scénarios opérationnels dans lesquels les États-Unis et Taïwan pourraient demander le soutien de l'OTAN, et fait mention d'un exercice d'élaboration de scénario sur la manière dont un conflit pourrait commencer. La dernière partie aborde les implications politiques de cette analyse.

La marge de manœuvre juridique de l'OTAN pour répondre à une situation de crise à Taïwan La possibilité d'invoquer l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord dans le cas d'une éventualité de crise concernant Taïwan est limitée mais pas nulle. L'article 6 stipule que l'article 5 peut être invoqué en cas d'attaque armée :

sur le territoire de l'une des parties en Europe ou en Amérique du Nord, sur les départements algériens de la France, sur le territoire de la Turquie ou sur les îles placées sous la juridiction de l'une des parties dans la zone de l'Atlantique Nord au nord du tropique du Cancer ; sur les forces, navires ou aéronefs de l'une des parties, lorsqu'ils se trouvent sur ou au-dessus de ces territoires ou de toute autre zone en Europe où des forces d'occupation de l'une des parties étaient stationnées à la date d'entrée en vigueur du Traité, ou de la mer Méditerranée ou de la zone de l'Atlantique Nord au nord du tropique du Cancer.

Pour des raisons de facilité (et de clarté), cet article fera référence au premier point comme étant le scénario de crise numéro 1 et au deuxième point comme étant le scénario de crise numéro 2. Le scénario de crise numéro 1 consiste en quatre phases distinctes :

sur le territoire de l'une des parties en Europe ou en Amérique du Nord ; sur les départements algériens de la France ; sur le territoire de la Turquie ; ou sur les îles placées sous la juridiction de l'une des parties dans la zone de l'Atlantique Nord au nord du tropique du Cancer.

La première phase mérite une attention particulière. Elle définit le champ d'application de l'article 5 comme incluant le territoire de l'une des parties en Amérique du Nord (alors que la quatrième phase se réfère aux îles sous leur juridiction dans la zone spécifiée). La question essentielle est de savoir si la portée géographique d'une éventualité de crise à Taïwan pourrait s'étendre à l'Amérique du Nord.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

Un wargame récent du Center for A New American Studies, qui simulait une crise concernant Taïwan, a révélé que « la Chine voulait cibler des installations militaires sur le territoire continental des États-Unis, mais ne disposait pas des forces nécessaires pour le faire ». Un résumé des résultats pour l'émission Meet the Press de NBC News a précisé que cela impliquait des frappes de missiles chinois contre Hawaï, l'Alaska et la Californie (et même l'explosion d'une arme nucléaire de la RPC dans l'atmosphère au large des côtes californiennes). Le wargame a également révélé qu'une crise concernant Taïwan était beaucoup plus longue et conduisait à une escalade beaucoup plus importante que ce que les États-Unis ou la Chine avaient anticipé. Bien qu'il ne s'agisse que d'une simulation et que la Chine ne se soit pas montrée capable d'effectuer toutes les frappes de missiles prévues dans ce jeu de guerre, cela renforce l'idée qu'un scénario de crise à Taïwan pourrait conduire à une attaque de la RPC contre Hawaï et la côte ouest des États-Unis. La Chine ayant récemment effectué une patrouille conjointe avec la Russie au large des côtes de l'Alaska, ce scénario devient de plus en plus plausible.

Une attaque contre toute partie du territoire continental des États-Unis constituerait clairement une attaque contre l'Amérique du Nord et déclencherait donc l'application de l'article 5. Mais une attaque contre Hawaï serait plus ambiguë. Si les États-Unis sont un pays d'Amérique du Nord, la désignation d'Hawaï n'est pas claire. La division des statistiques des Nations Unies inclut l'ensemble des États-Unis dans sa définition de l'« Amérique du Nord » (qui, avec les Caraïbes et l'Amérique centrale, fait partie de l'« Amérique du Nord »).

L'article 274 (h)(3)(A) du 26 US Code définit la « zone nord-américaine » comme « les États-Unis, leurs possessions et le territoire sous tutelle des îles du Pacifique, ainsi que le Canada et le Mexique ». Il s'agit d'une définition extensive qui, si elle est appliquée au Traité de l'OTAN, signifie que l'article 5 pourrait être invoqué en cas d'attaque armée contre Hawaï et même Guam. En 2017, Sir Alan Duncan (alors ministre d'État pour l'Europe et l'Amérique du Nord du Royaume-Uni) a déclaré ce qui suit lors d'un interrogatoire à la Chambre des communes :

« Article 6 of the Washington Treaty defines the geographical scope of Article 5 primarily as 'the territory of any of the Parties in Europe or North America' or 'islands under the jurisdiction of any of the Parties in the North Atlantic Area north of the Tropic of Cancer.' However, any attack against the United States, whether directed against Hawaii, Guam, or another US state or territory, is likely to be part of a major conflict. In such a case, either the consultation provisions of Article 4 or the collective defence provisions of Article 5 would plainly apply, and the decision of the North Atlantic Council would determine the response of the Alliance. »

Le fait qu'un haut fonctionnaire du gouvernement britannique – qui a envoyé des pilotes de la Royal Air Force (RAF) s'entraîner avec leurs homologues américains et australiens dans le cadre de l'exercice Red Flag afin de simuler une campagne aérienne coordonnée contre les forces aériennes de l'Armée populaire de libération (APL) – ait approuvé cette interprétation des articles 4, 5 et 6 est en soi significatif. Néanmoins, il y a aussi des raisons de douter que l'OTAN soit directement impliquée dans une situation de crise à Taïwan. L'article 274 (h)(3)(A) du 26 US Code n'est pas nécessairement applicable au Traité de l'Atlantique Nord, puisqu'il précise que la portée de la définition ci-dessus est applicable à la sous-section (h) de l'article 274 du 26 US Code (qui régit la question relativement banale de la « participation à des conventions », etc.)



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

En outre, en 1965, le Secrétariat de l'OTAN a publié un avis juridique indiquant que les articles 5 et 6 du Traité ne s'appliquaient pas à Hawaï parce que ce pays faisait partie de l'Union en tant qu'« État » américain et non en tant que « territoire » américain. Le raisonnement de cet avis juridique est discutable : la référence au « territoire de l'une des parties en Europe ou en Amérique du Nord » dans l'article 6 n'exclut pas les États américains (et il semble raisonnable de supposer que si le traité s'applique aux territoires américains, il devrait également s'appliquer a fortiori aux États américains). La vraie question est de savoir si Hawaï peut être considéré comme faisant partie de l'Amérique du Nord.

Même si une attaque de la RPC contre Hawaï déclencherait l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, le champ d'action des Alliés serait relativement limité. Le Traité de l'Atlantique Nord se distingue par le fait que l'article 5 précise le résultat (end state) ou l'état final recherché (EFR) que l'action des Alliés est censée atteindre : « rétablir et maintenir la sécurité de l'OTAN ». Cela signifie qu'en cas d'attaque armée contre l'Amérique du Nord, les parties ne seraient pas tenues d'aider les États-Unis dans la région Indo-Pacifique. En revanche, elles seraient tenues de maintenir la sécurité de la zone de l'Atlantique Nord, probablement dans le contexte d'un redéploiement significatif des ressources américaines hors du théâtre des opérations, et éventuellement face à des actions d'exploration russes visant à tester l'état de préparation de l'Alliance. Pour éviter une escalade dans le conflit entre Israël et le Hamas, les États-Unis ont déployé l'USS Dwight D. Eisenhower et son groupe aéronaval dans la zone de responsabilité (AOR) du Commandement central (CENTCOM) peu de temps après leur déploiement dans l'AOR du Commandement européen (SACEUR). Dans une situation de crise à Taïwan, cela se produirait à une échelle beaucoup plus grande, créant une pression sur l'OTAN pour qu'elle réagisse dans de brefs délais. Le résultat pourrait être similaire à la mobilisation de l'OTAN après la guerre de Corée, destinée à empêcher Moscou et ses satellites d'ouvrir un second front en Europe.

Opérations militaires en cas de crise à Taïwan Il ressort de cette analyse du Traité de l'Atlantique Nord que la portée juridique de l'implication de l'OTAN dans une situation de crise à Taïwan dépend essentiellement de l'étendue de la zone de combat. Si les hostilités se limitent au voisinage immédiat de Taïwan ou de la première chaîne d'îles, il est peu probable que l'article 5 soit invoqué. Si les hostilités s'intensifient et que les combats s'étendent à la troisième chaîne d'îles, le déclenchement de l'article 5 est possible. Si les hostilités s'intensifient encore et que les combats s'étendent à la zone continentale des États-Unis (ou du Canada), le déclenchement de l'article 5 est certain. Par conséquent, l'OTAN ne peut pas exclure la possibilité de participer à la défense de Taïwan, comme l'a récemment suggéré un porte-parole de l'Élysée en affirmant que le champ d'action de l'OTAN se limitait à l'Atlantique Nord. Un conflit entre les États-Unis et la Chine dans le Pacifique occidental pourrait exposer l'Amérique du Nord à un risque d'attaque armée, ce qui obligerait l'OTAN à se préparer dès le début du conflit.

Selon le Département de la Défense (DoD) américain, les scénarios dans lesquels Pékin pourrait recourir à la force contre Taïwan sont les suivants :

- Blocus aérien et maritime ;
- Force limitée ou options coercitives ;
- Campagne aérienne et de missiles ;



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

Assaut amphibie de Taïwan ;
Saisie d'une petite île ;

À l'exception des « options de force limitée ou coercitive », ces scénarios ne s'excluent pas mutuellement. Pékin pourrait planifier un assaut amphibie de Taïwan en imposant d'abord un blocus aérien et maritime, et un assaut amphibie de Taïwan n'exclut pas la possibilité que Pékin tente d'abord de s'emparer des îles périphériques de Taïwan afin de tester les capacités et la détermination taïwanaises et américaines. Par conséquent, même si l'analyse juridique ci-dessus considère principalement des scénarios impliquant une invasion à grande échelle par l'APL, les autres scénarios pourraient également avoir des implications pour l'OTAN. Par exemple, si Pékin tente d'imposer un blocus aérien et maritime à Taïwan, les États-Unis pourraient subir des pressions pour redéployer leurs ressources hors de l'AOR de l'US CENTCOM pour soutenir les forces dans la zone de responsabilité du commandement Indo-Pacifique. Les États-Unis pourraient également demander à leurs alliés de l'OTAN d'imposer des sanctions contre la Chine, tout comme ils ont imposé des sanctions contre la Russie après l'invasion de l'Ukraine.

Les pays de l'OTAN pourraient également être directement impliqués dans l'éventualité d'une crise à Taïwan, même si l'Alliance ne s'engage pas dans une consultation formelle au titre de l'article 4. Les pays de l'OTAN ayant engagé des patrouilles navales régulières dans la région Indo-Pacifique ces dernières années, ils pourraient être invités par les États-Unis ou Taïwan à apporter leur soutien en cas d'hostilités avec Pékin. À défaut de devenir eux-mêmes des combattants, ce soutien pourrait impliquer d'aider les marines américaine et taïwanaise à briser un blocus, ou d'aider Taïwan à évacuer ses citoyens de ses îles périphériques. Les pays de l'OTAN doivent envisager la possibilité que Pékin cible les ressources navales qu'ils auraient déployées dans l'Indo-Pacifique au début d'une situation d'urgence. Pékin a déjà critiqué les propositions visant à créer un bureau de liaison de l'OTAN au Japon, les qualifiant de tentative « d'incitation à la confrontation entre blocs ». Si le Parti communiste chinois considère les navires de guerre alliés dans l'Indo-Pacifique comme une extension de la flotte américaine du Pacifique, il existe un risque que l'APL lancera des attaques aveugles contre les forces navales occidentales dans et autour du détroit de Taïwan. Ce risque a été mis en évidence en juin 2023, lorsqu'un navire de guerre chinois a effectué une manœuvre dangereuse en passant devant un destroyer américain, manquant de provoquer une collision lors d'un exercice naval conjoint entre les États-Unis et le Canada dans le détroit de Taïwan. Même si l'OTAN, en tant qu'alliance, n'est pas en guerre contre la Chine lors d'une crise à Taïwan, les membres de l'OTAN pourraient très bien l'être.

Une crise pourrait commencer sans avertissement. L'analyse de John Culver sur la façon dont Pékin pourrait se préparer à un conflit suggère que les signes seraient clairs bien avant le début des hostilités, mais cela ne serait que dans le scénario d'un assaut amphibie. Il y aurait beaucoup moins d'avertissements préalables en cas de campagnes aériennes et de lancements de missiles, et encore moins d'avertissements en cas de blocus. Et même dans le scénario d'un assaut amphibie, Pékin pourrait décider que prendre des mois ou des années pour mobiliser ses forces donnerait également aux États-Unis le temps de mobiliser leurs propres forces, ce qui amènerait la Force des missiles de l'APL à engager une salve d'ouverture en lançant des frappes de missiles contre les pays occidentaux ou les forces navales dans l'Indo-Pacifique. Même si Pékin ne décide pas de se lancer dans un assaut amphibie, il pourrait imposer un blocus en désignant soudainement l'ensemble de Taïwan et ses eaux territoriales comme interdites au trafic maritime et aérien, tout en brandissant la menace d'emploi de la force.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

Il appartiendrait alors aux forces armées taïwanaises, et potentiellement à la septième flotte américaine, de briser le blocus avant que Taïwan ne soit à court de munitions, de carburant, de nourriture et d'autres provisions essentielles. Cela pourrait impliquer de fournir une escorte navale aux pétroliers civils et aux navires de secours. Si les États-Unis décident d'intervenir, ils pourraient également transporter par avion des équipements et provisions depuis leurs bases au Japon et aux Philippines vers les aérodromes de Taipei, Kaohsiung et Pingtung. Les pays de l'OTAN opérant dans la région Indo-Pacifique (comme le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et le Canada) pourraient être invités à jouer un rôle de soutien dans ces opérations. Même s'ils ne le font pas, ils devront décider s'ils se conforment au blocus de Pékin et sacrifier leur droit à la liberté de navigation, ou s'ils contestent le blocus au risque d'une confrontation militaire.

Implications politiques

Étant donné que les pays de l'OTAN ont encore une capacité limitée à projeter leur puissance dans la région indo-pacifique, ils joueront probablement un rôle de soutien dans le cas d'une crise à Taïwan. Les exigences d'un conflit cinétique avec un concurrent proche créeront une pression sur les États-Unis pour qu'ils concentrent leurs actifs dans l'Indo-Pacifique, surtout si le conflit se prolonge. Dans ces circonstances, il sera essentiel pour les autres membres de l'OTAN de maintenir la posture de force requise pour compenser l'engagement réduit des États-Unis.

Si les Alliés européens ne peuvent pas maintenir une dissuasion crédible sans les États-Unis, alors deux scénarios pourraient se produire : 1) la concentration des actifs américains dans l'Indo-Pacifique pourrait créer une fenêtre de vulnérabilité en Europe que la Russie chercherait à exploiter ; 2) ou bien les États-Unis, soucieux de créer une ouverture à une nouvelle agression russe, auraient les mains liées en Europe et seraient incapables de mener un conflit contre la Chine dans le détroit de Taïwan. Ainsi, l'OTAN peut contribuer à la paix et à la sécurité dans le détroit de Taïwan en étant prête à maintenir leurs positions en Europe pendant que les États-Unis sont engagés dans l'Indo-Pacifique, empêchant ainsi l'ouverture d'un deuxième front.

L'OTAN peut également contribuer à la sécurité de Taïwan en soutenant les efforts américains visant à doter Taïwan des moyens de défense. Par exemple, il a été récemment rapporté que les États-Unis avaient accepté d'aider Taïwan à mettre à niveau sa liaison de données tactiques du L-16 au L-22 de l'OTAN, ce qui a amené les analystes à déduire que les États-Unis avaient réussi à obtenir l'approbation d'autres pays de l'OTAN. Certains pays de l'OTAN ont également fourni des composants et des technologies clés à l'armée taïwanaise. Ainsi, le gouvernement britannique a autorisé les entreprises britanniques à exporter des composants et des technologies de sous-marins vers Taïwan, qui a récemment déployé son premier sous-marin indigène. GEOSAT Aerospace and Technology, une société taïwanaise, a récemment conclu un accord pour acquérir des drones JACKAL (capables d'emporter les missiles « Lightweight Multirole » de Thales) produit par la société turque Fly BVLOS via Flyby Technology, une société britannique.

Des entreprises françaises et taïwanaises ont signé un accord pour fabriquer conjointement des drones de surveillance, ce qui pourrait avoir des retombées positives alors que Taïwan cherche à fabriquer ses propres drones.



Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

Ces exemples mettent en évidence l'implication actuelle des pays de l'OTAN dans l'économie de défense de Taïwan. Même si ces formes d'assistance peuvent être modestes en comparaison aux ventes d'armes américaines à Taïwan, elles peuvent néanmoins améliorer le niveau de préparation de Taïwan à une crise.

Trois séries d'implications politiques découlent de cette analyse

Premièrement, les États-Unis devraient envisager de s'engager dans une planification d'urgence avec leurs alliés de l'OTAN afin de déterminer des scénarios plausibles de conflit entre les États-Unis et la Chine dans le détroit de Taïwan, les exigences opérationnelles et tactiques que ces scénarios imposeraient à la posture de force des États-Unis, ainsi que les capacités des Alliés de l'OTAN à « remplacer » les États-Unis en Europe.

Deuxièmement, l'OTAN devrait envisager de mener des études de faisabilité sur la façon dont l'Alliance pourrait répondre à une crise à Taïwan dans divers scénarios et à différents niveaux d'escalade, y compris une attaque contre l'Amérique du Nord qui déclencherait l'article 5. L'objet de ces études pourrait aller des sanctions contre la Chine aux opérations conjointes dans l'Indo-Pacifique.

Troisièmement, l'OTAN devrait envisager de mettre en place un processus pour coordonner le transfert de systèmes d'armes et de technologies militaires vers Taïwan, afin de garantir que les mesures prises par chaque État membre soient conformes au concept global de la posture de défense de Taïwan. Il y a déjà eu une coordination apparente entre les États-Unis et le Royaume-Uni sur le transfert de technologie pour aider au développement du programme sous-marin de Taïwan, et cette coordination devrait être institutionnalisée au niveau de l'OTAN.

Conclusion

Le Traité de l'Atlantique Nord fournit un titre juridique pour ces actions. L'article 4 stipule que « les Parties se consulteront chaque fois que, de l'avis de l'une d'entre elles, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des Parties est menacée » (c'est nous qui soulignons). Aucune disposition sur le champ d'application ne restreint cette consultation aux évolutions en Europe ou en Amérique du Nord (l'article 6, qui précise un champ d'application géographique, s'applique « aux fins de l'article 5 » sans mentionner l'article 4). De plus, l'article 4 peut être invoqué chaque fois qu'une menace est perçue, et pas seulement après la survenance d'une attaque armée. Le DoD américain a identifié la République populaire de Chine comme son « pacing challenge », et une crise à Taïwan comme « pacing scenario ». Cela signifie que Washington considère que Pékin peut constituer une menace pour sa sécurité, en particulier dans le contexte d'une crise à Taïwan. Les États-Unis peuvent donc demander une consultation des parties à l'OTAN au titre de l'article 4 pour décider de la manière de répondre à la menace de Pékin contre Taïwan.



Guerre en Ukraine : à quoi pourraient servir les avions de chasse Mirage 2000 que Paris va céder à Kiev ?

Cet appareil, ancien mais robuste, correspond encore aux standards actuels, mais pas pour toutes les missions. Il apparaît plus adapté au combat aérien et à l'interception de missiles qu'à des frappes au sol.



Article rédigé par Pierre-Louis Caron - France Télévisions - Publié le 07/06/2024 19:02



Des militaires de l'armée de l'air française au pied d'un avion de combat Mirage 2000-5 sur la base de Luxeuil-Saint-Sauveur (Haute-Saône), le 24 juin 2019.

(SEBASTIEN BOZON / AFP)

Il devrait prochainement voler dans le ciel ukrainien. Le Mirage 2000, cet avion de chasse français conçu par la firme Dassault, va bientôt faire partie du matériel militaire que la France fournit à l'Ukraine pour l'aider dans sa défense contre la Russie. Emmanuel Macron a

en effet annoncé, jeudi 6 juin, la "cession" de Mirage 2000-5 d'ici "la fin de l'année". Et ajouté que les pilotes ukrainiens seraient formés en France.

Si le nombre d'appareils qui prendront la direction de l'Ukraine n'a pas été dévoilé par le président de la République, cette annonce a toutefois été accueillie chaleureusement par son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, qui a remercié la France vendredi à Paris, lors d'un discours devant l'Assemblée nationale. Mais comment l'armée ukrainienne pourrait-elle utiliser ces appareils ? Que peuvent-ils changer dans un conflit qui vient d'entrer dans son 28e mois ?

Un avion conçu avant tout pour l'interception

Le Mirage 2000-5 (soit de cinquième génération) n'est pas de première jeunesse. "Mais il a encore du répondant", explique à franceinfo Yohann Michel, chercheur à l'Institut d'études de stratégie et de défense (IESD) de l'université Jean-Moulin Lyon 3. Mis en service en 1999, il est basé sur le modèle 2000-C, le seul avion de chasse de la flotte française à pouvoir dépasser Mach 2 (plus de 2 400 km/h), explique le site de l'armée de l'Air. Il est donc plus rapide que le Rafale, lancé en 2006 par Dassault, qui pointe à Mach 1,8 maximum.



Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

"Le Mirage 2000-5 a été conçu pour être un intercepteur et pour exercer la supériorité aérienne, détaille Yohann Michel. Son but, c'est de combattre d'autres appareils, plutôt dans une configuration air-air". Selon le chercheur, cet avion pourrait par exemple servir à abattre des missiles lancés par la Russie. "On l'a vu très récemment en mer Rouge", où la France fait partie d'une coalition contre les attaques des rebelles houthis du Yémen. "Des Mirage 2000-5 ont participé à des missions d'interception de missiles, et peuvent tout à fait les reproduire ailleurs", fait-il valoir. Ces avions sont aussi souvent mobilisés lors de mouvements aériens suspects.

Couplé à des avions de détection Awacs, dont la Suède vient de promettre deux exemplaires à l'Ukraine, le Mirage 2000-5 peut donc venir renforcer le bouclier aérien contre un plus grand nombre de menaces. "Ces livraisons combinées augmentent la pertinence des Mirage", commente Yohann Michel.

Un effet incertain sur le champ de bataille

Les Mirage 2000-5 promis à Kiev ne devraient pas changer rapidement, ni à eux seuls, le cours du conflit. "D'abord parce qu'ils ne seront pas disponibles pour les opérations aériennes ukrainiennes avant un an ou un an et demi", a expliqué vendredi, au micro de franceinfo, Léo Péria-Peigné, chercheur au Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (Ifri). "Le temps de former des pilotes, de former des mécaniciens, d'intégrer ces nouvelles machines à l'armée de l'air ukrainienne."

"Il y a très peu d'armes qui créent un tournant. Sinon, vu le nombre de fois où ce terme est employé, ces guerres, ce serait un rond-point."

Moins sophistiqués que les Rafale, les F-35 américains ou encore les derniers Soukhoï Su-S7 de l'armée russe, le Mirage 2000-5 n'est pas le plus indiqué pour attaquer des cibles au sol. "Il est techniquement possible d'y monter des missiles Scalp [à longue portée], mais ce n'est pas là où ils sont les meilleurs, explique Yohann Michel. Dans l'armée française, on utiliserait d'autres avions pour ce genre de mission."

Le nombre d'avions livrés pourrait en outre être limité. "Ce qui est déterminant, c'est le nombre d'appareils livrés et s'ils le sont en même temps, rappelle le chercheur de l'IESD. L'arrivée de soixante avions d'un coup, ça n'a pas le même effet que des envois par paquets de cinq." Reste qu'avec leurs moyens limités, les forces ukrainiennes n'ont pas le luxe de boudier le Mirage 2000-5, qui "reste très capable" et "surclasse même dans plusieurs domaines" une partie des appareils russes, estime Yohann Michel, surtout si les pilotes "sont correctement formés".

Une première étape avant la livraison d'avions Rafale ?

Face à l'Assemblée nationale vendredi, Volodymyr Zelensky a accompagné ses remerciements d'un appel à en "faire plus", adressé à l'ensemble des partenaires occidentaux de l'Ukraine. Pour Léo Péria-Peigné, "il lui faudrait surtout du matériel neuf, et peut-être arrêter de vendre ou de donner ce qui est dans les parcs de l'armée française". Après les Mirage, la livraison de Rafale plus récents est-elle envisageable ? Rien n'est moins sûr, selon le chercheur de l'Ifri, car cela impliquerait de relancer le moteur de l'industrie française de défense, actuellement grippé par un "financement [qui] reste assez limité", explique-t-il.



Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

L'autre obstacle se situe dans les technologies de pointe qui équipent le Mirage ou le Rafale. "Ces appareils n'ont pas les mêmes caractéristiques, il n'y a pas non plus les mêmes secrets à l'intérieur", rappelle Yohann Michel. Modèles de radar, de missiles, systèmes de liaison... "Il y a des choses que l'on peut se permettre de donner, et d'autres pas forcément", recadre-t-il. Certaines armes aériennes que les Occidentaux n'ont pas choisi de livrer à l'Ukraine "sont capables d'intercepter des avions russes au-dessus de la Russie", explique le chercheur. De quoi "vraiment changer la donne, mais aussi accroître le risque d'escalade."

Sans citer les avions Mirage, le pouvoir russe a encore accusé la France, vendredi, de vouloir envenimer la situation en Ukraine. "Macron démontre son soutien absolu au régime de Kiev et se déclare prêt à une participation directe de la France au conflit militaire", a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, cité par le site.

Nouvelle-Calédonie, propos du Général de Gaulle (1966)

Nouvelle-Calédonie, propos toujours actuels du Général de Gaulle, après sa visite en 1966 :

« En Nouvelle-Calédonie, les réalités sont complexes. Il y a des différences évidentes entre les deux communautés. Les deux races ne se mélangent pas. Les Mélanésiens n'ont pas obtenu grand-chose et sont en réalité des relégués. Cela permet à certains de flatter un sentiment de frustration.

Il y a le nickel. Ce sont des ressources d'importance mondiale, mais exploitées selon des modes très différents. Par la société Le Nickel d'une part, qui exporte de plus en plus. Et par les concessionnaires multiples de gisements médiocres, d'autre part ; ils sont inquiets de leurs débouchés et sollicités par les Américains, qui voudraient mettre la main sur tout ce qui ne dépend pas de la société Le Nickel, en attendant de faire un jour échec à celle-ci, ou d'essayer de la racheter. Il y a donc une grande opération nationale à faire pour le nickel, en organisant les exploitants individuels pour qu'ils ne soient pas tentés de se vendre aux Américains.

Pour le reste, le progrès est évident dans tous les domaines et notamment pour les communications. Mais le gouverneur a besoin d'un hélicoptère pour pouvoir circuler... On pourrait augmenter systématiquement la colonie française, pour que la démographie ne bascule pas. Il ne faut pas que les Caldoches étouffent les Mélanésiens, mais il faut aussi empêcher l'inverse. »

Conseil du 22 novembre 1967, Billotte présente ses réformes pour la Nouvelle-Calédonie.

GdG : « Les projets sont justifiés : fiscal, minier, municipal. Mais on ne pourra s'en tenir là. On ne peut laisser tout aller à la discrétion d'une assemblée locale. Et les Mélanésiens sont-ils bien représentés dans cette assemblée ? J'en doute. Ils sont sûrement dominés. Il ne faut pas laisser s'installer une situation de domination, comme c'était le cas en Algérie. Nous devons aller à la départementalisation, mais une départementalisation honnête et équitable, pas une départementalisation en trompe-l'oeil. »



Pourquoi ce voyage en 1966 :

« La Nouvelle-Calédonie : parce qu'il faut que le Président de la République n'oublie pas de s'y rendre, pour affirmer la présence française, pour maintenir le contact avec les Canaques, pour avoir à l'oeil les Caldoches. »

Risques d'ingérence :

« Aujourd'hui, ils considèrent que le Pacifique est un océan anglo-saxon, avec la Californie, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Hong-Kong, Hawaï, Fidji, etc. ; sans compter leurs innombrables satellites, à commencer par le Japon et Formose. Ils ne peuvent pas supporter que la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie restent françaises ; ils ont oublié les services qu'elles leur ont rendus pendant la guerre pour renverser le cours des choses dans le Pacifique. Que nous fassions péter nos bombes à leur barbe, ça leur fait l'effet d'une insulte, dès lors que nous n'acceptons pas d'être leur satellite. »

Nouvelle-Calédonie : terrain de jeu des services secrets turcs et azerbaïdjanais

jeu. 16 mai à 16:31

Le climat insurrectionnel continue en Nouvelle-Calédonie où un gendarme a été tué par arme à feu. Nouméa est la cible répétée ces derniers mois de tentatives de déstabilisation visant la France. L'Azerbaïdjan, mais aussi la Turquie, sont soupçonnés d'instrumentaliser les indépendantistes calédoniens.

Ce n'est plus un secret pour la DGSI qui voit derrière les indépendantistes calédoniens la main de Bakou, ou d'Ankara. Le 1er mars dernier, des représentants du peuple autochtone se sont rendus à une conférence internationale sur la décolonisation dans la capitale turque. Selon une source du renseignement intérieur, les frais de transport de la délégation kanak ont été payés par les services secrets de l'Azerbaïdjan. À la fin de cette rencontre, une lettre ouverte était adressée à Emmanuel Macron dénonçant les "dérives colonialistes de la France".

Ce nouvel épisode s'inscrit dans une série de tentatives de déstabilisation. À l'automne dernier, une opération menée par Bakou contre la visite du ministre français des Armées à Nouméa avait été déjouée par le contre-espionnage. Dans les jours qui ont suivi la révélation par Europe 1 de cette manœuvre, une campagne de désinformation visant la France a été lancée depuis la Turquie.

L'ombre de Moscou et de Pékin

Signe, selon une source du renseignement, que "des alliances de circonstance entre services secrets se mettent en place pour désigner un ennemi commun, la France". Selon une autre source, Bakou et Ankara seraient en fait pilotés par Moscou et Pékin afin d'ouvrir des fronts périphériques, comme en Nouvelle-Calédonie ou pour affaiblir l'État français.



« **Il faut sauver la filière calédonienne du nickel** »

mer. 22 mai à 15:13

Thibault Michel, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), décrypte dans une tribune au « Monde » la crise du nickel calédonien, poumon économique de l'archipel, victime de la concurrence indonésienne et de la stratégie minière de Pékin.

Si la crise profonde que traverse la Nouvelle-Calédonie est liée au projet de réforme constitutionnelle, elle trouve aussi ses origines dans un contexte économique particulièrement difficile pour le Caillou et ses industries, au premier rang desquelles celle du nickel.

Avec trois sites miniers et encore un quart des emplois privés de l'archipel, le nickel occupe en effet une place centrale dans son économie. Mais le « métal du diable », qui a longtemps fait la force de l'archipel, malmène aujourd'hui durement sa santé économique.

Depuis longtemps utilisé pour produire de l'acier inoxydable, il revêt pourtant aujourd'hui une importance croissante dans le cadre de la transition énergétique : il est abondamment utilisé dans les batteries, en particulier celles des véhicules électriques. Mais le diagnostic de la passe difficile que traverse l'industrie nickélifère s'appuie sur un constat simple : entre janvier 2023 et février 2024, le nickel a perdu la moitié de sa valeur, dégringolant de 30 000 à 15 000 dollars la tonne [environ de 27 530 à 13 760 euros].

Les raisons de cet effondrement se trouvent dans une augmentation majeure de l'offre sur les marchés mondiaux, en particulier en provenance d'Indonésie, alors que la demande ne suit pas. En seulement quelques années, l'Indonésie en est devenue le premier producteur mondial, surpassant tous ses concurrents. La production n'y était que de 200 000 tonnes en 2016, avant d'atteindre 600 000 tonnes en 2018, ce qu'aucun autre pays n'avait fait par le passé, ni n'a réussi depuis. Par la suite, la production indonésienne a triplé (1 800 000 tonnes), au point de représenter 50 % du marché mondial en 2023.

Coûts de production plus élevés

Les énormes surplus dégagés par l'archipel indonésien ont engendré une augmentation substantielle de l'offre mondiale, qui a conduit à la baisse drastique des cours. Ces prix très bas sont susceptibles de mettre hors-jeu un certain nombre de producteurs occidentaux (Nouvelle-Calédonie, mais aussi Australie, voire Canada), lesquels sont confrontés à des coûts de production plus élevés (salaires, électricité, contraintes environnementales).

La formidable explosion de la production indonésienne semble bien être une stratégie délibérée.

De la part de Djakarta tout d'abord, qui renforce ainsi son contrôle sur cette ressource, à l'heure où le sous-sol de l'archipel (charbon, nickel, cuivre, étain.) acquiert une place de plus en plus centrale dans son économie et ses exportations. Inonder les marchés pour pousser les producteurs calédoniens ou australiens à la faillite permettrait à l'Indonésie d'acquérir un quasi-monopole sur le nickel et, par extension, un rôle incontournable dans les composants de batteries.



De telles stratégies ont déjà été mises en place par le passé, par exemple par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en 2014, qui avait tenté de terrasser l'industrie américaine du pétrole de schiste, avec un maintien de ses niveaux de production et par voie de conséquence de cours faibles.

Les Philippines dans un second temps

Au-delà du gouvernement indonésien, il faut aussi prendre en compte les stratégies des industriels présents dans l'archipel, dont les trois quarts sont chinois. La Chine s'assurerait ainsi un contrôle plus grand encore sur ce métal, dont elle importe historiquement de grandes quantités pour ses industries de l'acier, et plus récemment pour ses véhicules électriques.

Après les restrictions à l'export mises en place en 2023 sur le gallium, le germanium et le graphite, il s'agirait ici d'une pratique nouvelle de Pékin, visant là aussi à renforcer la mainmise chinoise sur une ressource centrale de la transition énergétique. A l'avenir, Pékin pourrait dupliquer cette stratégie aux Philippines voisines, dont elle contrôle là aussi une part importante de l'industrie nickélique.

n conséquence, l'industrie du nickel calédonienne semble plus que jamais menacée. La sauver apparaît comme une question essentielle de souveraineté, quitte à devoir restructurer la filière. Une meilleure prise en compte des critères non financiers par la Bourse des métaux de Londres pourrait aider, mais la filière calédonienne a avant tout besoin d'un plan de sauvetage.

Si le gouvernement français a proposé un « pacte nickel » devant permettre un redressement de la situation, il n'est pour l'heure pas parvenu à le faire adopter par les élus calédoniens. Aujourd'hui, le temps est plus que jamais compté.

ifri.org

Rafah, une opération pour rien ?

Dans une note rédigée au début de 2023 sur la guerre d'Israël contre le Hamas et les autres organisations armées à Gaza depuis 2006, je concluais que ces séquences de quelques jours ou semaines de combats entrecoupées de mois ou d'années de calme continueraient probablement encore longtemps. Après un temps de préparation, le Hamas et autres - le Jihad islamique en premier lieu - pouvaient toujours montrer qu'ils luttent contre Israël en tentant de percer la barrière de sécurité aéroterrestre par des tirs de projectiles divers au-dessus et des raids d'infanterie à travers, en dessous ou par la mer. De son côté, Tsahal pouvait toujours parer la majorité de ces coups et en limiter considérablement les dégâts humains pour ensuite frapper puissamment à son tour par les airs et parfois par des raids terrestres afin de tuer beaucoup plus de combattants ennemis que ses propres pertes. Malgré les précautions prises, ces raids et ces frappes tuaient aussi des centaines de civils palestiniens, ce qui ne manquait jamais de susciter une indignation internationale. On arguait cependant du côté israélien qu'il ne pouvait malheureusement en être autrement et on portait la responsabilité sur le Hamas. Au bout de quelques jours ou de quelques semaines, un accord intervenait par l'intermédiaire de l'Égypte, on revenait au point de départ et Gaza retombait dans l'oubli général jusqu'au round suivant.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

A long terme, à force de « tondre le gazon » Israël espérait obtenir le renoncement d'un ennemi condamné à toujours échouer dans ses attaques et à subir des coups violents en riposte. Cette « dissuasion cumulative » pouvait même être accélérée par le rejet du Hamas par une population gazaouie lassée de souffrir à cause de lui. Le problème est que le Hamas ne voyait pas forcément les choses de la même façon. La préférence israélienne pour le contrôle à distance plutôt que par une épuisante occupation a permis à l'organisation de sortir de la clandestinité et de constituer en proto-État à Gaza. Avec l'aide de l'Iran et du « triangle Frères musulmans » (Qatar, Turquie et un temps Égypte) et en recrutant au sein de la population gazaouie, le Hamas s'est beaucoup plus renforcé qu'il ne s'est épuisé avec le temps. Ses offensives ont certes toutes échoué contre la barrière, mais sa capacité à se défendre contre celles des Israéliens n'a pas cessé non plus de croître. Les coups reçus restaient de toute façon insuffisants pour être décisifs mais suffisants pour apprendre à s'en protéger par une infrastructure adaptée et la création d'une solide et nombreuse infanterie légère. Et puis, si les tentatives de percer avaient toutes échoué, il n'était pas dit qu'elles échoueraient toujours. Sur la longue durée, le très peu probable finit fatalement par survenir. Il aura fallu pour cela la conjonction d'une attaque très bien planifiée d'un côté, avec quelques surprises tactiques comme l'aveuglement des capteurs et des armes de la barrière par des drones, et d'incroyables faiblesses conjoncturelles de l'autre.

Après la catastrophe du 7 octobre, il y avait deux visions possibles pour Israël : considérer qu'il s'agissait d'un concours malheureux de circonstances et ne rien changer à un modèle sécuritaire jugé « normalement » efficace ou considérer au contraire que le problème était structurel et qu'il fallait changer de stratégie.

Dans le premier cas, on se contenterait de refaire en plus grand Plomb durci, Pilier de défense ou Bordure protectrice, avec ses deux variantes de pur siège aérien ou de siège aérien + raids terrestres. À la fin de la séquence, que l'on pouvait estimer empiriquement comme étant quatre fois celle de Bordure protectrice en 2014, soit six mois et 250 soldats israéliens tués, Gaza serait en plein chaos, mais le Hamas et ses alliés seraient très meurtris et ils auraient peut-être accepté de libérer les otages en échange d'une réduction de la pression.

Dans le second cas, la seule stratégie alternative consistait à reconquérir le territoire de Gaza, en ménageant autant que possible le terrain et la population, par principe mais aussi pour préserver son image et mieux préparer l'avenir, y démanteler le Hamas et le ramener à la clandestinité tandis qu'une nouvelle administration, logiquement de l'Autorité palestinienne, serait mise en place avec l'aide internationale. Le Hamas ne serait toujours pas éradiqué, mais il ne constituerait plus un proto-État. Les otages seraient libérés par négociations (et donc des concessions) et/ou par la recherche au sein d'un espace quadrillé.

Le choix qui a finalement été fait entre ces deux possibilités n'était pas forcément très clair au départ. Il n'y a pas en effet de grandes différences initiales entre une opération de conquête-contrôle de territoire et un grand raid, aller-retour de nettoyage de zone. Cela partait cependant plutôt mal avec l'instauration du blocus, du black-out médiatique et surtout la phase de préparation du mois d'octobre. Une phase de préparation par le feu de l'artillerie mais surtout de la force aérienne avant une offensive terrestre, n'est pas forcément indispensable mais n'est pas scandaleuse non plus.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Tout dépend de l'indice de dommages collatéraux considéré, en clair le nombre de civils que l'on accepte de tuer pour avoir des résultats. Très clairement, malgré toutes les dénégations et les réelles précautions prises, cet indice a été choisi à niveau très élevé dès le départ. La campagne aérienne du mois d'octobre a été d'une violence inédite pour la population, même en convoquant tous les exemples internationaux similaires depuis 1991. Au bilan de cette campagne, le Hamas bien protégé, y compris derrière les gens, a subi quelques pertes mais beaucoup moins que la population meurtrie et ballottée ainsi que le capital de sympathie pour Israël qui s'est très vite dégradé. Les frappes n'ont jamais cessé par la suite, mais le premier rôle a été donné à partir du 27 octobre aux opérations terrestres visant à conquérir successivement les trois grands centres urbains de Gaza : Gaza-Ville, Khan Yunes et Rafah. A la fin du mois de décembre, les forces israéliennes avaient conquis la presque totalité du nord et combattaient autour de Khan Yunes. On ne pouvait alors encore totalement préjuger de la stratégie choisie, même si l'absence totale de projet de futur politique de Gaza du la part du gouvernement israélien donnait quelques indices. Avec la réduction des forces puis leur retrait dans le nord à partir de janvier, puis le retrait de la 98e division du sud en avril, il n'y avait plus de doute. Les Israéliens coupaient le territoire en deux en conservant le contrôle du corridor central avec plusieurs brigades de réserve mais revenaient pour le reste à leur politique de contrôle à distance par des frappes et des raids, sans même avoir terminé l'opération de nettoyage avec le raid sur Rafah. Bien entendu et malgré le contrôle central ou la destruction d'un certain nombre de tunnels, le Hamas reprenait comme d'habitude le contrôle des espaces abandonnés.

Retour donc à la case départ avec le chaos en plus à Gaza. Le seul bilan que peut désormais présenter le gouvernement est d'avoir tué 13 000 combattants ennemis (Institute for National Security Strategy), preuve que le kill ratio était sans doute le seul objectif. Dans les faits, ce nombre comprend aussi les pertes palestiniennes en Israël les 7 et 8 octobre 2023, soit environ 1 500 hommes, et il est sans doute pour le reste, et comme d'habitude dans ce genre de situation, un peu exagéré à la hausse. Toujours est-il que la mort d'environ 10 000 combattants ennemis est effectivement à mettre à l'actif de Tsahal. C'est bien plus que tous les combats précédents contre le Hamas depuis 1987 réunis. En comptant les blessés graves et les prisonniers, c'est peut-être la moitié du potentiel initial ennemi, Hamas, Jihad islamique, FPLP, Tanzim, etc. qui a été éliminé.

Le premier problème est que ce résultat, légitime, a été payé très cher. Tsahal déplore la mort de 279 soldats et un millier de blessés plus ou moins graves à l'intérieur de Gaza. C'est beaucoup en valeur absolue pour Israël mais c'est peu en valeur relative par rapport à l'ennemi, de l'ordre de 1 pour 35. Mais pour atteindre ce ratio Tsahal a beaucoup plus usé de la puissance de feu massive que du combat rapproché de précision. De ce fait, le risque s'est aussi largement déplacé vers la population environnante. Pour rappel, l'armée de l'Air israélienne se vantait d'avoir lancé 6 000 projectiles dans la seule première semaine. On imagine ce que cela peut donner au bout de six mois et le nombre de bombes qu'il a fallu pour tuer un seul combattant ennemi. Le 12 mai, Benjamin Netanyahu lui-même évoquait un totale de 30 000 morts palestiniens à Gaza, un chiffre pas très éloigné du très contesté Ministère de la santé palestinien qui parle lui de 34 000. Netanyahu utilisait même ce chiffre et celui des pertes ennemies revendiquées pour dire que cela faisait du 1 pour 1 entre civils et combattants palestiniens. Dans les faits on est sans doute plus proche du 2 pour 1 - comme l'indiquait d'ailleurs en décembre 2023 le porte-parole de Tsahal - mais il faut bien comprendre qu'il n'y a pas du tout de quoi se vanter d'un 1 pour 1.



Si l'accusation de génocide est absurde, celle de crimes de guerre par mépris des principes de précautions et de discrimination est plus solide, et ce n'est évidemment pas à la gloire de ce gouvernement, quelles que soient les excuses qu'il puisse évoquer. L'image d'Israël est aussi très endommagée, ce qui était considéré par le gouvernement comme inévitable - personne ne nous aime de toute façon - et sans importance, double erreur.

Le pire est que cela n'a peut-être pas servi à grand-chose. Comme le terrain n'est pas contrôlé en surface, rien n'empêche le Hamas et les autres groupes armés de s'y implanter à nouveau, et « de se refaire » en recrutant parmi tous ceux qui ont quelques raisons nouvelles de détester Israël et de vouloir se venger. Bref, on a bien assisté au retour de la « tonte de gazon » puissance dix, avec certes une sécurité assurée à court terme pour Israël sur son territoire face à Gaza et une dose de satisfaction dangereuse, mais au prix d'une menace accrue à long terme. À cet égard, lancer maintenant l'opération de nettoyage sur Rafah n'apportera pas grand-chose de plus - au mieux quelques milliers d'ennemis éliminés en plus - mais à un prix encore plus élevé qu'ailleurs alors que la population y est très dense et qu'on s'y trouve à la frontière égyptienne.

On peut l'affirmer maintenant : le gouvernement Netanyahu n'a pas eu le courage de se désavouer et de changer de stratégie, or celle-ci est probablement destinée à échouer. Pour obtenir la libération des otages et extirper définitivement le Hamas de Gaza, il faut trouver autre chose que la seule destruction à distance.

lavoiedelepee.wordpress.com

Le Danemark va mettre en place un nouveau modèle de service militaire, dont la durée sera portée à 11 mois

Selon l'Acte constitutionnel du Royaume du Danemark, tous les hommes âgés de plus de dix-huit ans et en bonne forme physique sont tenus d'effectuer un service militaire, d'une durée de quatre à douze mois en fonction de l'unité dans laquelle ils sont affectés.

Si, après la fin de la Guerre Froide, plusieurs pays européens, dont la France, ont misé sur la professionnalisation de leurs forces armées, le Danemark a mis en place un nouveau modèle de service militaire dont la philosophie n'est pas sans rappeler ce que préconisait le général de Gaulle dans son essai « Vers l'armée de métier ». Celui-ci s'était dit en faveur de la création d'une armée professionnelle sans pour autant renoncer à la conscription.

Ainsi, leur format ayant été réduit, les forces armées danoises n'ont pas besoin d'enrôler toute une classe d'âge sous les drapeaux. Actuellement, elles comptent environ 4700 appelés, ce qui suffit pour satisfaire leurs besoins en termes d'effectifs. En 2014, 99,1 % étaient des conscrits volontaires, les 0,9 % restants ayant été tirés au sort. Pour le moment, les jeunes femmes n'ont pas d'obligation en la matière [elles sont dispensées de se présenter au « Forvarets Dag », c'est à dire au « Jour de la Défense »]. Toutefois, elles peuvent accomplir une période militaire sur la base du volontariat.



Mais ces règles vont changer. En effet, suivant l'exemple déjà donné par la Norvège et la Suède, le gouvernement danois a fait part de son intention de rendre le service militaire obligatoire pour les jeunes femmes. En outre, le temps passé sous les drapeaux passera à onze mois pour tous les conscrits, les cinq premiers mois étant dédiés exclusivement à la formation militaire de base. Le nombre d'appelés passera de 4700 à 5000.

Un plus grand nombre de militaires est essentiel pour permettre aux forces armées de déployer des unités opérationnelles. Compte tenu de la situation sécuritaire actuelle, il est nécessaire de réformer le modèle de conscription danois, afin que les conscrits puissent soutenir davantage la défense danoise », a fait valoir Troels Lund Poulsen, le ministre danois de la Défense. En outre, a-t-il ajouté, « une conscription plus longue renforcera les compétences des conscrits ».

Dans le même temps, et c'est ce qui explique en partie les décisions sur la conscription, le gouvernement danois a annoncé une nouvelle hausse des dépenses militaires, celles-ci devant bénéficier d'un coup de pouce de 5 milliards d'euros entre 2024 et 2028.

« Le budget total de la défense, aide à l'Ukraine incluse, correspondra cette année et en 2025 à 2,4 % du PIB danois », a souligné Mette Frederiksen, la cheffe du gouvernement. « Si nous voulons atteindre l'objectif de l'Otan, à savoir être en mesure de déployer une brigade de 6000 soldats dans les plus brefs délais et de défendre le Danemark contre les attaques aériennes, nous devons nous moderniser encore plus rapidement », a-t-elle ajouté.

De son côté, le ministère danois de la Défense a précisé que cet effort financier permettra de développer la « 1ère brigade de l'armée » afin qu'elle « puisse être déployée dans son intégralité dans le cadre de l'Otan ». Et de préciser que cela « comprend des investissements dans des chars et des véhicules de combat d'infanterie ». Il est aussi question d'acquérir des systèmes de défense aérienne et de renforcer les capacités de guerre anti-sous-marine.

opex360.com

L'armée de Terre a créé un bataillon de renseignement de réserve spécialisé

En octobre, le chef d'état-major de l'armée de Terre [CEMAT], le général Pierre Schill, avait évoqué le programme « Terre de réserves » qui, dans le cadre d'un nouveau plan stratégique, devait permettre de mettre en place une « réserve de compétences », une « réserve territoriale » et une « réserve de combat ».

Pour rappel, la Loi de programme militaire [LPM] 2024-30 a fixé l'objectif de parvenir à un ratio d'un réserviste opérationnel pour deux militaires d'active à l'horizon 2035. Ainsi, l'armée de Terre devrait compter 50'000 réservistes à cette échéance [contre 24'000 actuellement].



Mais sans attendre, et comme l'avait annoncé le général Schill lors d'une audition parlementaire, le Commandement des actions dans la profondeur et du renseignement [CAPR], établi à Strasbourg, compte désormais une nouvelle unité : le Bataillon de renseignement de réserve spécialisé [B2RS]. Exclusivement composé de réservistes, celui-ci a officiellement vu le jour le 3 juin.

Étant l'un des trois « commandements alpha » récemment mis en place, le CAPR est organisé autour d'un état-major, du centre de renseignement Terre [CRT], de la 4e Brigade d'aérocombat [BAC], de la 19e Brigade d'Artillerie [B.ART] et de la Brigade de renseignement et de cyber électronique [BRCE].

Pour le CEMAT, la création de ce B2RS « préfigure la réserve opérationnelle de l'armée de Terre de demain ». Et de rappeler, à cette occasion, que la « réserve de combat » sera « fondée sur une logique de complémentarité [et non d'appui] avec les unités d'active » et que la « réserve territoriale » permettra « d'offrir une meilleure couverture du territoire national en élargissant l'offre de réserve à des régions qui étaient jusque-là privées d'une présence militaire ».

Quant à la « réserve de compétences », elle concernera d'abord les domaines du renseignement [comme en témoigne le B2RS] et du cyber. Ensuite, elle s'intéressera à la logistique et à la maintenance.

« Cet enrichissement de la réserve au-delà des missions de protection, largement mises en avant ces dernières années en raison du primat de la menace terroriste, permettra par ailleurs de diversifier le profil de nos recrues en termes d'âges, de genres et de profils socio-professionnels », a fait valoir le général Schill.

Le B2RS n'est pas la première unité de l'armée de Terre à être exclusivement formée par des réservistes : le 24e Régiment d'Infanterie [RI] l'a ainsi précédé. En revanche, cela n'avait été jamais fait dans le domaine du renseignement jusqu'à présent.

opex360.com

L'apport des neurosciences pour les militaires

Volatiles, incertains, complexes et ambigus, voici les caractéristiques qui peuvent qualifier des environnements dans lesquels évolue le combattant. Face à l'incertitude qui en résulte, ce dernier doit faire preuve, en un temps contraint, de capacités de décision et d'adaptation. Il apparaît dès lors nécessaire de se pencher sur la compréhension des mécanismes cérébraux qui l'animent afin d'en déduire des enseignements innovants pour l'entraînement de nos troupes. Tel fut l'objet de la journée d'étude « Neurosciences et monde militaire, aspects comportementaux » coorganisée par le CReC Saint-Cyr et l'IRBA qui s'est tenue à l'École militaire le 31 mai 2023.

Organe évolutif, décomposé en deux hémisphères, eux-mêmes subdivisés en cinq lobes, le cerveau contrôle l'ensemble du corps humain. Les neurosciences, qui visent à mieux appréhender les relations causales entre le fonctionnement du cerveau et les actions en situation, lui définissent comme fonctions principales l'anticipation, la détection et la reconnaissance.



Cerveau et comportement

En fonction des diverses informations que le cerveau perçoit, il générera des hypothèses quant aux réponses à produire, qui conditionneront les comportements individuels d'action ou de non-action. Un environnement contraignant influant sur l'état physiologique de l'organisme, y compris celui du cerveau, les prises de décision varieront d'un individu à l'autre pour les mêmes actions à mener.

Face au danger, sous le feu pour exemple, l'entraînement maintes fois répété permet au soldat de limiter le risque de sidération et de continuer d'être en mesure d'analyser et de prendre des décisions. Ce type d'entraînement appelé « drill » se définit comme « une série d'exercices physiques qui, par leur répétition, rend le combattant apte à exécuter sans hésitation, rapidement et sans faute de manœuvre, un mouvement complexe en situation stressante ». Le drill peut être individuel, collectif ou d'usage, afin de pouvoir réagir à l'ensemble du spectre des menaces.

Il a été ainsi montré scientifiquement que l'entraînement et la répétition de procédures et de protocoles, comme le MARCHÉ RYAN (1) utilisé dans la prise en charge des blessés de guerre, permet à des soignants, placés en condition d'hypoxie aiguë (exercice physique en haute montagne, sans acclimatation préalable), de prendre en charge de manière acceptable un blessé de guerre, et ce, malgré l'altération de leurs capacités cognitives (2).

En plus des contraintes VUCA (Volatility, Uncertainty, Complexity and Ambiguity) de l'environnement opérationnel, le militaire doit réaliser sa mission le plus souvent en condition de surcharge cognitive induite par la surabondance des données du fait de la numérisation de l'espace de bataille. Enfin, le soldat doit faire face et gérer ses émotions, allant de la plus agréable à la plus terrible. Combinées à un contexte périlleux, ses émotions peuvent engendrer des comportements désadaptés. Face à ce risque émotionnel, l'esprit de corps et l'importance de mener la mission apportent des soutiens, pas toujours conscientisés, qui vont permettre d'utiliser les émotions pour faire face plus efficacement à l'adversité.

Comment fonctionne le cerveau ?

Mieux comprendre les réactions du cerveau en situations critiques ouvre des perspectives pour développer des moyens d'améliorer la formation du soldat afin de lui permettre non seulement de mieux maîtriser ses comportements, mais aussi d'accroître ses performances cognitives. Lorsqu'il est question de menace, il convient d'emblée de la distinguer d'une autre notion qui lui est intimement liée : la peur. Si la première traduit une incohérence entre l'observé et l'attendu, produisant des réactions variées, par exemple une exploration curieuse lorsque la menace est lointaine ou une inhibition comportementale lorsqu'elle est proche, c'est seulement dans ce deuxième cas qu'intervient l'émotion de peur.

La peur active le premier des deux systèmes cognitifs définis par le psychologue et économiste Daniel Kahneman : le système 1 qui entraîne une réaction automatique et intuitive, au détriment du second, le système 2, qui est logique et rationnel. Ce système 1, s'il est utile à la survie par la rapidité de réponse qu'il permet, ne permet pas une analyse rationnelle de la situation menaçante qui reste, quant à elle, l'apanage du système 2, lent et logique (3). Or selon l'intensité de la menace, réelle ou ressentie et en dépit des drills menés et des automatismes acquis, il n'est pas rare qu'un soldat soit dépassé dans sa gestion de la peur, l'accès au système 2 devenant difficile, voire impossible. Ce constat est d'autant plus important que la peur est contagieuse au sein d'un groupe.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

La prise de conscience par l'individu de ses propres émotions doit permettre l'intervention du second système, celui de la réponse réfléchie.

Si la peur n'a pas sidéré l'individu, elle peut conduire à un effet tunnel ou « tunnelisation », réponse cognitive bien connue des opérationnels lorsqu'ils se concentrent sur une tâche à accomplir nécessitant une attention particulière sur un objectif. Cet effet se traduit par une occultation de la perception des informations extérieures de toutes natures (visuelle, auditive, etc.). En concentrant la recherche d'information sur un seul objet, l'effet tunnel ne permet pas de faire émerger des solutions nouvelles quand la situation le demande. L'auteur Roland Dorgelès raconte ainsi dans ses mémoires de la Grande Guerre : « Nous avançons droit devant nous, farouches, sans aucun cri... le corps et l'esprit étaient tendus vers un seul but : arriver au bois ». Cet effet tunnel est en partie lié à la manière dont la source de stress active le cortex préfrontal (zone à l'avant du cerveau). Le maintien de la situation stressante conduit à une « persévération » qui se traduit par une incapacité décisionnelle, une répétition d'actions parasites et inappropriées, ou un excès de confiance dans une stratégie inadaptée. Nombre de chefs en situation opérationnelle pourraient rapporter ces moments où le cerveau, englué dans ses persévérations, ne répond pas à la demande de sortie du cadre pour trouver la réponse aux contraintes d'une situation critique.

Le 25 novembre 2019 dans la région de Ménaka au Mali, un abordage en vol entre deux hélicoptères de l'Aviation légère de l'armée de Terre (ALAT), un Tigre et un Cougar, cause la perte des deux appareils et le décès des 13 occupants. En raison notamment d'une « charge mentale accrue », et d'une « focalisation de l'attention des membres d'équipage sur la zone d'action et sur les images des caméras », le rapport du Bureau enquêtes accidents pour la sécurité de l'aéronautique d'État (BEA-É) a conclu qu'« aucun membre d'équipage n'a pu être en mesure d'acquiescer et de maintenir une vision globale de la situation aérienne conforme à la réalité, évolutive dans les trois dimensions ». Autrement dit, « leurs consciences respectives de la situation étaient erronées (4) ».

Dans un contexte opérationnel, la pression induit donc ce mode de pensée dégradé, rapide et automatique, mais qui n'est pas toujours adapté à la complexité de l'environnement. La conséquence peut être un risque d'aveuglement aux signaux externes aboutissant à des décisions bornées, voire irrationnelles. La force du groupe trouve toute sa place face à ce risque : un contact physique avec un camarade à ses côtés, une tape dans le dos, peut suffire à « réveiller » l'individu dans un tel état.

La prise de décision est au cœur des opérations militaires. À partir de ses observations sur le terrain, le soldat se forge sa propre perception de la situation tactique. Or cette perception est influencée par ses émotions, avec pour conséquence, lorsque l'émotion n'est pas gérée, une décision potentiellement altérée. La connaissance de ses émotions par le soldat s'impose donc afin de mieux les maîtriser et ainsi assurer une prise de décision optimale dans l'action.

Vallée de Tagab, Afghanistan, 2010 : le GTIA Bison du 126^e régiment d'infanterie a pour mission de réduire une poche de résistance. Un caporal se retrouvant isolé est brusquement pris à partie par un ennemi taliban qui lui tire une rafale à courte distance. Les impacts encadrent sa tête de part et d'autre. Quoique indemne, le caporal se trouve sidéré, dans l'incapacité de faire feu et de riposter à cet ennemi qu'il a pourtant devant lui, dans les yeux.



Ce dernier sera lui aussi surpris par la situation et finira par quitter le lieu du combat de rencontre. Le caporal sera récupéré par son chef d'équipe et reprendra ensuite sa mission, non sans avoir frôlé la mort (5).

Une aide à la gestion des émotions vient des relations corps/cerveau.

Les informations venant du corps (ou encore intéroception) sont déterminantes dans la conscience de la situation. Elles informent le cerveau pour ajuster les comportements à la situation. La représentation des signaux internes au corps joue ainsi un rôle non négligeable dans la réponse émotionnelle, la gestion du stress ainsi que dans la récupération. C'est pourquoi la prise de conscience des signaux internes du corps par les militaires est nécessaire pour une résistance accrue au stress. Des études récentes montrent une relation entre les signaux électriques venant de l'estomac ou encore du cœur et la réponse du cerveau. La qualité de la relation a été associée à de meilleures qualités de la prise de décision, de performances ainsi que de motivation.

En fonction des conditions de vie, des expériences, des apprentissages et de l'environnement, le cerveau adapte et modifie sa structure : c'est la plasticité cérébrale. Cette propriété du cerveau à se transformer est à la base de tout apprentissage par la formation.

Plusieurs expériences ont été récemment menées par l'explorateur de l'extrême Christian Clot, dirigeant le Human Adaptation Institute, avec pour but d'étudier cliniquement cette plasticité, caractéristique essentielle de l'adaptation du cerveau. La première, Deep Time, a eu lieu de mars à avril 2021 : 15 volontaires ont passé 40 jours immergés dans la grotte de Lombrives, dans l'Ariège, sans aucune interaction avec l'extérieur ni référence temporelle. Les résultats sont actuellement exploités par les docteurs Koechlin et Romand-Monnier du Laboratoire de neurosciences cognitives et computationnelles de l'École normale supérieure. La seconde, Deep Climate, s'est terminée en juin 2023 : 20 personnes ont été confrontées, lors de trois expéditions de 40 jours chacune, à trois climats extrêmes différents, dans la forêt équatoriale, le désert et le milieu polaire.

Si les résultats de ces expérimentations s'avéraient concluants, il serait possible de les transposer au monde militaire afin d'adapter, en amont des opérations, les soldats aux milieux souvent extrêmes auxquels ils sont confrontés. C'est le cas de l'armée française qui est traditionnellement projetée sur des théâtres d'opérations très variés et dans des milieux opposés. Les mois de janvier en Roumanie, de juillet au Sahel ou bien encore toute l'année en Guyane présentent des milieux et des conditions climatiques drastiquement différentes auxquelles chaque combattant doit s'habituer. Il faut en conséquence, et si la chose est possible, idéalement anticiper l'adaptation des troupes en les faisant passer plusieurs semaines sur place quitte à envoyer des cadres en précurseurs sur zone avant l'accueil de la troupe et éviter tout problème d'adaptation.

N'étant pas une machine infaillible, le cerveau est soumis à des déviations de la pensée logique et rationnelle par rapport à la réalité, appelées biais cognitifs. Générés par le système 1 et pour certains visibles par l'imagerie cérébrale, ils vont de quelques-uns à plusieurs centaines selon les sources. On peut citer ici les biais de modèle mental, d'action, d'inertie, d'intérêt ou de groupe selon Olivier Sibony, spécialiste de la prise de décision stratégique. S'il existe de grandes variabilités selon les individus et les situations dans l'émergence des biais, les situations communes porteuses de biais sont un fort état émotionnel du sujet, mais aussi des relations et considérations sociales rigides au sein du groupe (6).



Prenons l'exemple historique du biais d'excès de confiance d'un pays dans une campagne militaire et du chef dans l'exécution de ce plan : l'Espagne au Maroc en 1921 et le général espagnol Manuel Fernández Silvestre. Trop sûr de lui, ne tenant pas compte de la capacité de son ennemi Abdelkrim à lever des troupes locales, ce dernier mène alors le corps expéditionnaire de son pays au cœur du Rif marocain. Ne voyant dans ses ennemis que des brigands, persuadé de sa supériorité en nombre et en matériel, il conserve systématiquement le même mode opératoire, malgré le harcèlement des montagnards. Le 21 juillet, à Anoual, dans le nord-est du pays, le contingent espagnol de 20 000 soldats affronte 3 000 Rifains. Le général, dont l'état-major en Espagne ne perçoit pas non plus la gravité de la situation, est hésitant et appréhende mal la situation et le rapport de force. Il décide de procéder à la retraite des troupes « vers Izumar et Ben Tieb, en faisant tout notre possible pour parvenir à cette zone ». Toutefois, celle-ci s'opère trop tard et en désordre. Attaqués de toutes parts, démoralisés, mal équipés et sans commandement, les Espagnols perdront la moitié de leur effectif initial et laisseront derrière eux des milliers de matériels de guerre et d'intendance. Le général Silvestre se suicidera le lendemain (7).

L'apprentissage au filtre des neurosciences

Les forces armées appliquent depuis plusieurs années diverses techniques pour optimiser les fonctions cognitives des soldats afin d'améliorer leur attention et leurs prises de décision, aussi bien au quartier que lors des manœuvres ou des séances de tir, ou bien encore durant les opérations extérieures. Mais l'étude du cerveau étant relativement récente, il s'agit donc d'en tirer profit pour la formation militaire. Notons que ce champ d'études a permis de valider des techniques déjà mises en œuvre lors de formations existantes au sein de l'armée française.

Par exemple, l'implication dans l'action permet de mieux apprendre l'information reçue et l'expérience montre que les individus se rappellent mieux un événement quand ils le vivent avec leur corps plutôt qu'avec un point de vue externe ou une approche uniquement cognitive. Ainsi, remonter une arme les yeux bandés correspond à la restitution d'un apprentissage qui est passé par la mémoire kinesthésique qui allie position du corps et contact physique. De plus, la construction d'un apprentissage à plusieurs permet de mieux retenir une information, ce qui est le lot des formations militaires collectives et renforce l'esprit de corps d'une unité.

Outils et pistes d'application chez les militaires

À partir des points listés ci-dessus, quelles applications possibles peut-on en tirer pour le monde militaire ? Et notamment pour celles ayant un effet sur l'optimisation de la préparation opérationnelle, la préservation de l'état physique du combattant et l'amélioration de ses performances ? Nombreuses sont les blessures physiques qui pourraient être évitées, que ce soit à l'entraînement ou en opération. À ce titre, l'intéroception, ou la prise de conscience de son corps, pourrait constituer un moyen de les réduire ou de les éviter.

Les études cliniques démontrent en effet que l'attention portée au corps apporte une grande quantité d'informations au cerveau. L'une de ces études, menée sur la proprioception par le médecin principal Charles Verdonck de l'Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA), a mis en exergue une prédictibilité de 70 % de risque de blessures lors du stage Commando Marine où 60 % des échecs sont dus à une blessure des membres inférieurs.



L'idée est donc de renforcer la conscience du corps pour tenter de prévenir ce risque, au travers d'exercices issus de l'Optimisation des ressources des forces armées (ORFA). D'autre part, le neurofeedback, ou le contrôle de l'activité d'une région du cerveau d'un individu à l'aide d'un signal généré par sa propre activité cérébrale, est un champ d'études pour améliorer les performances fonctionnelles du cerveau.

Depuis environ 50 ans est apparue une pratique nommée « méditation de pleine conscience ». Elle a émergé en réponse au constat que le stress aigu produit une altération du cerveau réduisant considérablement les capacités de réflexion, d'attention, et de prises de décisions. Concrètement, pratiquer la méditation de pleine conscience revient à être présent au lieu où l'on est et à un moment donné, et à se concentrer sur les sensations qui nous traversent tout en prenant conscience du moindre détournement de son attention dans l'exécution d'une tâche simple. L'étape directement subséquente étant dans ce dernier cas la réorientation de l'attention sur ladite tâche, une sortie donc de l'effet tunnel. Dans le monde militaire, cette pratique tire son intérêt de l'amélioration constatée qu'elle apporte à la gestion des émotions, des capacités de résilience et d'adaptation. Néanmoins, son efficacité suppose une pratique régulière.

Une autre technique actuellement répandue pour la régulation du stress et la gestion de ses émotions est la cohérence cardiaque. Par des exercices respiratoires, brefs (cinq minutes) et réguliers (trois fois par jour), le système parasympathique, qui porte une grande partie de l'information intéroceptive, est renforcé, la lucidité est soutenue et la concentration améliorée. À cet effet, un outil individuel est en cours de développement, le Zenspire–Army.

Enfin une autre pratique qui a prouvé son efficacité : la psychologie positive vise le fonctionnement optimum d'un individu ou d'une unité, par le renforcement de ses ressources psychologiques afin d'améliorer sensiblement la motivation, la résilience de chacun et donc les forces morales de la troupe. Parmi les expérimentations récentes sur le sujet, citons les programmes Firecare, Cocare, Don't it et Em Care, respectivement menées pour la Brigade de sapeurs–pompiers de Paris (BSPP) et les stagiaires de l'École de guerre. Les résultats ont été probants, par exemple en réduisant l'épuisement opérationnel, les troubles du sommeil ou les biais cognitifs des individus lors de leurs activités opérationnelles ou de formation.

Mieux combattre en se connaissant mieux

Il apparaît en fin de compte qu'il convient de ne pas avoir peur des neurosciences, car elles permettent de mieux expliquer le fonctionnement du système nerveux des individus, et ainsi d'aider à la formation militaire des combattants et au contrôle de leur comportement en situation complexe. Ces situations peuvent également être simulées pour répondre à la problématique de la gestion de la surcharge cognitive à laquelle les combattants et les chefs seront de plus en plus exposés en raison de l'interconnexion des systèmes.

Les neurosciences vont ainsi donner au soldat des moyens pour mieux se connaître et développer une capacité d'autogestion de ses émotions et de ses sensations corporelles pour mieux se gérer en situation opérationnelle dans des environnements dynamiques et changeants, notamment face au danger.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

À charge pour le combattant d'adopter les méthodes qui lui seront personnellement les plus profitables, une fois que celles-ci lui auront été exposées, et de s'entraîner à pratiquer ces méthodes comme il s'entraîne aux comportements opérationnels.

Notes

(1) *Massive bleeding control, airway, respiration, choc, head, evacuation, reevaluation, yeux et oreilles, analgésie, nettoyage.*

(2) G. Depreux, R. Melaine, E. Ramdani et coll., « *Les effets de l'hypoxie d'altitude sur la performance des équipes médicales pour la prise en charge des blessés de guerre* », *Médecine et Armées*, no 41, 2013, p. 437-439.

(3) Daniel Kahneman, *Thinking, Fast and Slow*, Penguin, Harmondsworth, 2011.